

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 23 printemps 2010 - prix libre



A l'affût

Corbeaux en déroute p. 2

Tous en colère

Alternatif ? p. 3

Coup de gueule

Vices et vertus p. 4

Drôle de gueule

Identités p. 5

Mémoire au poing

Trahisons ! pp. 6-7

Mauvaises fréquentations

La fièvre monte pp. 8-10

Capitalisme à la poubelle

Y a bon président p. 11

Malentendu p. 12

Jusqu'à la moelle p. 12

Sans sucre ajouté

Editeurs sans édulcorants p. 13

Mauvaises lectures p. 14

Revue de crise p. 15

Rendez-vous p. 16

Traquons la superstition

Ostensions, statue de Jean-Paul II et crucifix : la Fédération nationale de la Libre Pensée l'emporte dans trois jugements de tribunaux administratifs.

En Haute-Vienne

L'Église catholique entendait faire financer les ostensions, c'est-à-dire les expositions des reliques de « saints limousins », sur les fonds publics. Autant la municipalité de Limoges avait refusé de faire droit aux demandes cléricales, autant le Conseil général et le Conseil régional ont plié le genou devant l'Église.

Les libres-penseurs, défenseurs de la laïcité, ont obtenu gain de cause devant le Tribunal administratif de Limoges : les subventions versées illégalement devront être remboursées.

Lors de l'organisation des dernières ostensions limousines, le Conseil général

de la Haute-Vienne et la Région Limousin avaient accordé pour plus de 60 000 euros de subventions à des communes (Le Dorat – Nexon) et des associations organisatrices au titre de l'intérêt culturel et non culturel. Mais le tribunal, saisi par des contribuables, en a décidé autrement rappelant aux collectivités la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Tout en reconnaissant, « l'intérêt culturel, touristique et économique de ces manifestations », les magistrats ont considéré que « dès lors qu'elles trouvent leur fondement dans la vénération de saints catholiques et que leur objet est la présentation au public des reliques de saints, elles ne peuvent pas être considérées comme ayant perdu leur caractère de cérémonie du culte de la religion catholique. »

A Ploërmel, dans le Morbihan

Le maire de la Commune avait décidé d'ériger, contre les dispositions de l'article 28 de la loi de 1905, une gigantesque statue de Jean-Paul II. Le Conseil général avait voté une subvention de 4 500€ pour financer le socle de la statue. Le Tribunal administratif de Rennes a annulé la décision, car depuis le 9 décembre 1905 : « il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit ». Les 4 500€, versés illégalement, devront être remboursés.

A Wandignies-Hamag, dans le Nord

Le maire entendait laisser le crucifix, fixé sur le mur du local municipal servant de cantine scolaire pour l'École publique. Une militante de la Libre Pensée a porté l'affaire devant le Tribunal administratif de Lille. Celui-ci a exigé le retrait du crucifix dans une salle municipale. Le Maire a refusé d'obtempérer et a fait appel de la décision. La Cour d'Appel de Douai a rejeté la requête de la Municipalité et confirmé le premier jugement en référence explicite à la loi de 1905.

Jacky

la nécro d'un moins que rien

Après une semaine de coma artificiel, Jacky, 48 ans, alcoolique notoire, bien connu des services sociaux et de la police, est mort le 5 février vers 16h à l'hôpital de Guéret (Creuse).

Fait divers banal qui ne mérite pas une ligne.

Jacky c'était mon pote. Un mec pas banal justement ! Imagine, c'était le "blacos", ou le "négro", comme ils l'appelaient au cœur de la blanche France profonde, dans le canton de Sardent, renommé pour son maquis de jeunes réfractaires au STO dénoncés puis massacrés, sa fête annuelle des huitres, son trial d'enfer et son vieux film *Le beau Serge*.

Effectivement Jacky était un pur "blacos". Né à la Réunion, il aurait pu naître aussi à Haiti... Il avait été déporté, dès son plus jeune âge, en Creuse, par la volonté du ministre Debré, pour servir de futur bras à l'agriculture défaillante. Bref, Jacky, élevé à la creusoise dans le racisme ambiant, il a dû résister un max pour oublier son triste sort...

Manque de bol, un accident de la route, lui piéton, contre l'autre, moto rapide, pas de pitié, handicapé à vie le Jacky, direction la Cotorep... Handicapé, pauvre, mais baraqué, il a préféré tailler seul sa triste route.

Je l'ai rencontré y'a trois ans chez un pote de son canton. "L'indien", comme disent les autochtones. Retour au pays le Jacky, après les aventures de la rue, connues de tous les Don Quichote et qui n'arrivent qu'aux autres. Une vie parisienne, banalisée par la survie, de SDF baroudeur, bastonné par les skins, le délire, les joints, l'alcool, la violence, la taule...

Un cas social bien connu de la police, le creusoise Jacky. Heureusement, à Paris, il avait rencontré ses amis rastas, anarcho-punks, rebelles frapadingues, solitaires solidaires, compagnons pour soulager la misère. Et il est revenu mourir dans son pays, seul. Avec toujours vivant ce vieux rêve de fraternité contre l'adversité. Pas de problème, il a fait son "Tour de France" mon pote Jacky, c'était un Compagnon, pas un moins que rien... Hasta siempre !

BB 23

**Qui sont les saints les plus utiles ?
Ceux des vitraux, ils protègent de la pluie**



Le sens du courant

« Nous ne sommes pas seulement exclus de la propriété de nos moyens de productions [...] mais aussi de celle de nos objectifs de production ; [...] en tant que travailleurs, nous sommes également privés de la liberté de prendre part à la détermination des objectifs des produits que nous contribuons à fabriquer, à la détermination de leur nature, de leur choix, de leur usage ; nous sommes même souvent privés de celle d'en savoir un tant soit peu sur leur nature, voire du simple désir de le savoir. Si ce n'est pas là de la servitude, je ne sais pas ce que veut dire ce mot. » Gunther Anders, Les Morts (1964), dans Hiroshima est partout, 2008.

DANS UNE ORGANISATION SOCIALE qui a fait de l'irresponsabilité universelle la norme, la seule responsabilité consiste à rejeter une telle norme et à combattre, selon ses forces, cette organisation sociale.

Encore faut-il, pour ceux qui ne se résignent pas à se dérober devant cette responsabilité-là, avoir clairement en tête quelques généralités sur le monde où nous vivons, et ses dernières évolutions.



La société de consommation de masse est le double indissociable de la société de production de masse, de la société industrielle. L'une et l'autre sont inséparables des maux que nous voyons aujourd'hui ; que l'on pense à la vie des consommateurs de la banlieue totale occidentale, ou à celle des nouveaux esclaves des bagnes industriels du tiers-monde ; ou encore à la stérilisation accélérée de la biosphère. Il est déraisonnable de penser que l'on puisse beaucoup amender ou « atténuer les défauts » d'une telle société. Si on veut la conserver d'une quelconque façon que ce soit, alors il faut conserver aussi ses « défauts » (dont nous ne voyons encore que les débuts), sans doute intégralement.

Cette société, la société de consommation de masse et de production industrielle, est sans aucun doute entrée dans

une crise grave, structurelle, dont elle ne sortira peut-être pas.

Il serait pour autant très naïf, de la part de ceux qui la critiquent peu ou prou, de s'imaginer pour cela qu'ils sont désormais « dans le sens du courant ».

C'est une opinion désormais répandue : l'organisation sociale, serait en train de changer, voire de se métamorphoser. Mais le matraquage « écologique » (ou « néo-régulateur ») actuel, comme la culpabilisation universelle de l'appétit du consommateur, sont d'abord là pour faire oublier que, si cette société change en essayant de s'adapter à la nouvelle situation, c'est bien pour durer, pour continuer telle qu'elle est fondamentalement.

Elle se transforme (un peu) dans la crise, comme le fit sans cesse le capitalisme, qui est comme on sait « par définition » soumis aux crises.

Il ne semble pas qu'il y ait rien dans la situation présente qui permette d'imaginer que les choses puissent devenir « d'elles-mêmes » ne fût-ce qu'un peu moins pires. Rien par exemple qui annonce une réduction sérieuse de la consommation d'énergie ou de produits manufacturés. Pour prendre un autre exemple, le développement de l'agriculture biologique dans nos pays est peut-être réel, mais il correspond surtout à la mise en place d'une « bio industrielle » au rabais (avec label européen ad hoc), distribuée par les grandes surfaces ; et qui reste une partie tout-à-fait marginale de la production agricole ou agro-alimentaire.

Les soit-disant changements radicaux ne sont, jusqu'à nouvel ordre, que des transferts plus ou moins importants d'un secteur de production vers un autre (par exemple pour l'énergie : vers les agrocarburants, les éoliennes, et le redéploiement mondial du nucléaire). Bref de nouvelles « niches économiques », pour employer l'expression imagée des journalistes.

Ce qui, par contre, va sans doute modifier la donne dans les années qui

viennent, c'est l'appauvrissement brutal d'importantes parties des populations d'Occident, comme cela semble s'annoncer.

Certains y trouvent là-aussi une occasion de s'imaginer « dans le sens du courant ». On pourrait résumer ainsi leur point de vue : « si les gens n'ont plus d'argent, ils vont bien être obligés d'arrêter de consommer n'importe quoi, et même de recommencer à produire eux-mêmes, au moins pour partie, leurs moyens de subsistance. Peut-être même seront-ils obligés de redécouvrir les vertus de la liberté et de la vie politique authentique ».

Le raisonnement est pour le moins hâtif. Un consommateur pauvre ne cesse pas nécessairement d'être un consommateur. La chose est évidente si l'on garde à l'esprit que la consommation contemporaine est largement une espèce de drogue, permettant de supporter des misères de toutes sortes, souvent elles-mêmes produites par la société contemporaine : misère morale et psychique, misère des rapports sociaux et humains, misère sensorielle d'un monde radicalement appauvri, et j'en passe - « le sentiment torturant d'être en marge de l'existence » (Gabel cité par Debord).

Et bien évidemment misère tout court, sous sa forme la plus pure : la famine (notre époque a réussi à inventer des formes de consommation compatibles avec l'état de famine : même sans pain, vous aurez encore la télé).

Il est possible que sous la contrainte de la nécessité des choses meilleures adviennent parfois, mais il est probable que dans la majorité des cas, ce soit plutôt la barbarie et de multiples effondrements qui sortiront de la misère : le passage de la banlieue au bidonville n'implique pas vraiment un progrès de la liberté ou de quoi que ce soit de souhaitable.

Quant au système industriel dans son ensemble, il trouvera sans doute encore longtemps, pour se maintenir à flot, les moyens de fourguer quelque part ses camelotes empoisonnées.

4 - Coup de gueule

Vices et vertus

LE CAPITALISME PUISE SA LÉGITIMITÉ morale dans la théorie que l'intérêt égoïste, vice individuel, est une vertu collective. L'altruisme serait donc une vertu individuelle, mais un désastre collectif, car il empêcherait l'enrichissement des nations, et par là-même celui des individus.

La force idéologique de cette idiotie réside dans la glorification de l'égoïsme, de la cupidité et du droit d'opprimer, rebaptisés individualisme, esprit d'entreprise et liberté. Qui a envie de rester dans un système qui consacre la subordination légale des pauvres aux riches ? Les pauvres rêvant d'être riches.

Le problème et le salut de Sapiens est sa puérité. Chaque société modèle les humains qui la composent, et non le contraire. Dans une société égalitaire, ils sont coopératifs et solidaires. Dans une société inégalitaire et compétitive, ils sont frustrés et violents. La transformation va vite. On l'observe autour des mines d'or du Mali : les femmes pratiquent une agriculture vivrière qui nourrit les villageois. Les effluents toxiques empoisonnent la terre et font crever le bétail. Les agriculteurs s'engagent à la mine, et y reçoivent plus d'argent qu'ils n'en ont jamais touché (200€). Ils sont exposés à des tentations auxquelles rien ne les a préparés : prostituées, débits d'alcool, trafiquants. La condition des femmes et des enfants se dégrade, les maris déstabilisés cumulant le pouvoir économique et l'autorité patriarcale. Les mères se prostituent pour nourrir leurs enfants. Le SIDA explose, les familles éclatent, le village est détruit.

À l'inverse, des conditions saines d'échange et d'organisation sociale reconstruisent vite les communautés. On l'observe dans les bidonvilles brésiliens et vénézuéliens, où une politique ambitieuse a amélioré, avec les conditions de vie, les rapports humains et la vie sociale en général.

Deux idoles phagocytent le monde : le capitalisme et l'État. Pourtant les peuples sans État existent depuis toujours, et les communautés villageoises autonomes forment une mosaïque occultée de souverainetés minuscules où s'exercent souvent les droits les plus égalitaires. Lutter contre l'État, c'est refuser de reconnaître l'appropriation qu'il fait de la réalité. On peut être dominé sans être complice ni consentant. Les trois quarts de nos vies se déroulent



dans un espace qui n'est pas celui de la loi.

L'État impose le capitalisme, frappant d'illégalité la plupart des économies alternatives sous prétexte qu'elles saignent la sécu. Et les exonérations de charges accordées aux entreprises ? Le salarié français rapporte 79 000€ par an à ses parasites, il suffirait d'y piocher un pourcentage pour le pot commun.

« Le travail tant célébré fait 270 millions de morts par an »

L'esclavage a été aboli, le salariat doit l'être pour les mêmes raisons : il est libéricide et inégalitaire. Le capitalisme fonde sa plus-value sur le parasitisme du travail. Il s'accommode de tous les systèmes politiques, mais nécessite les garde-chiourme puissants que sont les États pour imposer son injustice.

Rêvons un peu : imaginons une société sans capitalisme et sans États. On

peut commencer par les court-circuiter dans les domaines du travail, de l'éducation, de la santé, etc... en développant des offres alternatives. Nous pouvons nous regrouper dans des communautés lâches de biens et de services collectifs. Cette appartenance informelle, si elle arrive à se développer, peut constituer l'épine dorsale de réseaux futurs. Mais surtout, il faut lutter avec le monde de l'outre-développement.

La guérilla du Kivu autour des mines d'or, de coltan, de cassitérite a fait trois millions de morts, et les atrocités persistantes des ex-génocidaires exfiltrés du Rwanda par les français entretiennent une économie de guerre dont profitent les multinationales qui nous fournissent en téléphones portables et ordinateurs. C'est moins visible que Gaza, non moins atroce.

Coltan et cassitérite sont sortis de terre par des milliers de pauvres dont certains sont des enfants.

L'Irak, après deux guerres et un blocus, la destruction du pays, trois ans d'occupation et 1 500 000 morts, met son pétrole aux enchères. C'est à se demander si le principal crime de Saddam Hussein ne fut pas de nationaliser le pétrole en 72.

Le travail tant célébré fait 270 millions de morts par an.

La richesse des nations pue la mort, la main invisible du marché est dégoûtante de sang. Sa puissance ne peut être vaincue par une autre puissance qui ne ferait que la remplacer. Nous sommes beaucoup trop nombreux à l'orée de ce siècle pour laisser continuer ce désastre. L'utopie de la survie ne peut plus attendre. Elle pourrait prendre la forme d'un système fédéral associant des unités politiques à taille humaine à travers des réseaux acéphales qui incluraient des coopératives de production et des coopératives d'achat, des communes, etc... Elle pourrait multiplier les monnaies locales fondantes pour les échanges locaux, et battre une monnaie universelle non convertible pour les échanges mondiaux. La mettre en place par petits bouts, c'est l'inventer.

LAURENCE BIBERFELD

Rébus

i



t i



s

JE M'APPELLE Marie Desbois. Desbois, c'est français ça. Et pourtant. En y regardant de plus près, mon p'pa il a trouvé que ce nom était d'origine allemande. Il en était plutôt fier : il admirait beaucoup les Allemands, car « mon vieux, ils sont disciplinés ! » Et pas qu'un peu ! Il en avait une expérience bien sentie, lui, ancien pensionnaire de Dachau. Bref, Desbois, c'est allemand.

Du côté de ma mère, on est aussi très français. De Sainte-Maure de Touraine on est. Mon frère, il est raciste, comme mes parents : « Les Noirs, y'en a des bons, mais les Arabes, sale race ! » Ma belle-soeur, elle est portugaise. Elle est rigolote. Mon frère lui a plu justement parce qu'elle croyait qu'il était maghrébin. C'est vrai quoi, ma mère a fait des enfants qui ressemblent tous à des Arabes, va comprendre. Poitiers, c'est vrai, n'est pas bien loin.

Ma mère... quand elle voyait un pauvre Noir, émigré, elle le foudroyait du regard, il n'aurait pas dû être là, dans la même rue qu'elle ; il salissait l'endroit en quelque sorte, lui qui était venu plutôt pour la nettoyer ! (voir Marcel Ajar) Car il ne suffit pas d'avoir eu une enfance très dure, avec un père alcoolique (boulangier, ça donne soif !) qui battait sa femme, un frère mort d'alcoolisme à 21 ans (boulangier...) pour réfléchir au pourquoi du comment. Pas du tout ! « Je n'ai pas eu la vie que j'aurais mérité », m'a-t-elle dit un jour. Non, c'est vrai, personne ne devrait voir sa mère se faire battre, se tuer au travail. Nous sommes tous victimes, pourrait-on dire. Mais une fois cela établi, qu'est-ce qu'on fait ?

Eh bien, faut faire avec et chercher à vivre et comprendre d'où viennent nos maux, et nos joies parfois.

Ouais, acquérir la science de son malheur ne va pas de soi. C'est pourtant la seule solution pour grandir et s'épanouir un peu.

Revenons à nos moutons (les nôtres, races locales !).

Alors mon identité aujourd'hui ? Je suis née ici, je vis ici. La France, Monsieur, je m'en tamponne. Ce qui importe ce sont : mes amis, mes voisins, ma famille (euh, non pas ma famille), mes collègues (enfin, quelques-uns), les gens que je croise, etc., tout ce monde dont je suis, auquel je participe, je fais avec, avec ou sans plaisir. Mais la France, cette abstraction... En cette sale période, dire que je suis française, me fait plutôt honte (enfin, ça n'est pas la première fois) ; sale pays, oui. La liste est longue de ses méfaits, commis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Pays ou dirigeants de ce pays ? Est-ce différent ? Ce ne sont pas mes élus en tout cas, n'ayant jamais donné ma voix à aucun de ces assoiffés de pouvoir et de privilèges.

Apatride, oui, j'aimerais plutôt, s'il fallait choisir.

MARIE DESBOIS

6 - Mémoire aux poings

Des soviets par milliers

14-18 a opéré une grande saignée, aussi bien côté « vainqueurs » que côté « vaincus ». La guerre a englouti des paysans, des ouvriers, des instituteurs allemands, français... et russes. Mais qui se souvient que ces derniers, utilisés en Champagne, y ont élu des conseils de soldats, avant d'être isolés en Creuse ? Qui se souvient des Russes du Soviet de La Courtine, écrasés par les canons en septembre 1917 ? Qui se souvient des Alsaciens du Soviet de Strasbourg, créé en écho de la République des Conseils de Bavière, en novembre 1918 ? Qui se souvient des ouvriers, paysans, soldats des soviets de la Révolution russe, trahis par les bolcheviks, Lénine et Trotsky en tête ?

Soviet de La Courtine

En avril 1916, Nicolas II envoie vingt mille soldats qui sont déployés en Champagne en première ligne, aux côtés de troupes coloniales et bretonnes. Après février 1917, en réponse à l'appel du Soviet de Pétrograd, les soldats russes créent des soviets. Malgré leur volonté de ne plus combattre, ne pouvant communiquer avec tous leurs camarades, les troupes russes participent à leur dernier combat le 16 avril, au Chemin des Dames, laissant 5 000 tués ou blessés. Ils décident de célébrer le 1er mai en faisant la première grève au front : ils défilent drapeaux rouges déployés avec l'inscription LIBERTÉ, des hymnes révolutionnaires sont entonnés. Des représentants sillonnent la campagne avec un fanion rouge et noir sur leur véhicule, des brochures réclament le retour en Russie « du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux ». Le commandement militaire redoute la contagion vers les soldats français, déjà en rébellion larvée. Il décide de les isoler : les plus « loyalistes », environ 6 000, sont envoyés à Felletin, et plus tard en Gironde, alors que les rebelles, environ 10 000 arrivent le 26 juin à La Courtine.

Se baptisant « Courtintzi », ils ne reconnaissent que l'autorité des soviets, ce qui inquiète fortement le commissaire de police : « La discipline chez eux n'existe plus ; ils disent curieusement qu'ils sont les maîtres. Les Russes sont décidément en Révolution. » Joseph Noulens, diplomate français, exhale son mépris : « des moujiks d'une ignorance complète, venus du fond de l'Oural ou des rives de la Volga, pérorent à l'infini, discutent des devoirs des officiers envers les soldats, des buts de la guerre mondiale, de l'impérialisme des gouvernements occidentaux, des droits de la France au Maroc et dans ses



colonies. » Tous les jours se réunissent des assemblées par compagnie, par régiment. Des pourparlers sont alors engagés avec les porte-parole des insurgés, Baltaïs et Volkov. On envoie même un pope qui, chassé après avoir engagé les soldats à faire leur « devoir militaire », brandissant furieusement sa croix, jette l'anathème sur eux et les excommunique ! L'abbé Laliron, curé de La Courtine, se désole : « Hélas, ils ne veulent rien entendre et ils n'ont à la bouche que ce mot : Liberté ! Liberté ! Je leur fis comprendre qu'ils n'étaient pas mûrs pour la liberté. » Les rebelles refusent de se soumettre, choisissent un nouveau porte-parole Afanasie Globa, moins conciliant et parlant bien le français.



Arrestation de Globa

Pendant les négociations, les russes fraternisent avec la population, participent aux travaux des champs. Inquiet, le ministre de la guerre, Paul Painlevé, décide « d'aider le gouvernement russe dans la répression de la mutinerie » et, début août, fait entourer le camp par des troupes venues de Limoges, Tulle, Ussel, Guéret. Début septembre une force d'intervention russe, constituée d'une brigade de

l'armée d'Orient de passage et d'une sélection de « loyalistes » de Gironde, est amenée en Creuse. Cela préfigure les futurs combats en Russie entre « Blancs » et « Rouges ». Le 12 septembre, les villages entourant le camp sont évacués. Le 14, les rebelles affirment : « Nous ne déposerons pas les armes et, si on nous tire dessus, nous vendrons chèrement notre peau » et s'adressent à leurs compatriotes : « Pourriez-vous aller jusqu'à vous abreuver du sang de vos camarades. » À partir du 16, les canons vont faire plus de cent victimes. Globa et les derniers mutins se rendent le 19 vers 10 heures. Six cents rebelles vont subir la répression, dont 80 incarcérés sur l'île d'Aix. Un Comité secret engage les autres à ne pas accepter de rester en France : « Camarades, nous vous demandons de ne pas aller au travail volontaire. Refusez. En Russie ! En Russie ! » Débusqués, les meneurs sont envoyés sur l'île d'Aix. Les autres doivent travailler en usine, ceux qui refusent sont envoyés au Maroc pour assécher des marais ou construire des lignes de chemin de fer. Ce n'est qu'à partir de 1919 qu'ils pourront retrouver leur pays.

Soviet de Strasbourg

En 1871 la France cède l'Alsace-Lorraine « à l'Empire allemand qui possèdera ces territoires à perpétuité. » Ses soldats firent donc la guerre dans les

Mémoire aux poings - 7

rangs allemands. Fin octobre 1918, la guerre est perdue, mais le commandement de la Kriegsmarine donne l'ordre d'attaquer la Royal Navy, ce qui entraîne la mutinerie de Kiel sur la Baltique, où marins et ouvriers prennent le contrôle du port. La révolte se propage dans toute l'Allemagne et des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats se forment partout. En Bavière, suite à une manifestation pacifiste de 200 000 participants le 8 novembre, un Conseil d'ouvriers et soldats destitue le gouvernement royal et proclame la République. De nombreux soldats alsaciens ou lorrains ont pris part à tous ces événements et arrivent le 9 novembre à Strasbourg, où ils sont accueillis place Kléber par des milliers de manifestants. Le 10, un Conseil des soldats et ouvriers est mis en place, des drapeaux rouges sont hissés partout en ville, y compris au sommet de la cathédrale.

Des conseils révolutionnaires se forment à Colmar, Mulhouse, Sélestat... La bourgeoisie locale, effrayée, fait appel aux troupes françaises : « Plutôt Français que Rouges ! » À Strasbourg les conseils se rendent maîtres des bâtiments publics, ouvrent la prison de l'Aubette. Des affiches proclament : « Nous n'avons rien de commun avec les États capitalistes, notre mot d'ordre est : ni Allemands, ni Français, ni neutres. Le drapeau rouge a triomphé. » Mais dès le 17 novembre, l'armée française entre dans Mulhouse. Le maire social-démocrate de Strasbourg demande aux généraux de « hâter leur entrée, la domination des rouges menaçant de prendre une fin tragique. » Ce sera chose faite le 22, où la troupe occupe le Palais de Justice, siège du « Soviet de Strasbourg », s'empare des usines, annule les décrets sociaux, expulse les « agitateurs ».

De tout cela il reste à Strasbourg une « Rue du 22 novembre », où ne figure même pas l'année...

Les soviets trahis par les bolcheviks
« Tout le pouvoir aux soviets » proclament les anarchistes après la floraison de conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats du début de l'année 1917. Ce mouvement anti-étatique des soviets est l'expression d'une Révolution sociale se réalisant par l'action directe. Pourtant les bolcheviks vont reprendre ce slogan car, analyse Lénine en avril 1917, « Tant que les soviets ne se seront pas emparés du pouvoir, nous ne le prendrons pas ».

C'est pourquoi le coup d'État bolchevik du 24 octobre 1917 coïncide avec le second Congrès pan-russe des soviets.



Pourtant ceux qui vont continuer à utiliser ce mot d'ordre seront ensuite traités de contre-révolutionnaires par la Tchéka - service secret créé en décembre 1917 ! Ainsi les marins de Cronstadt, qui proclamaient que c'était aux soviets libres de décider et non au parti bolchevik, furent massacrés, arrêtés, déportés.

Pour Lénine, il n'était pas question de remplacer l'État par une organisation fédéraliste, dont les fonctions politiques et économiques auraient été exercées par les soviets : « La condition indispensable pour réaliser le socialisme est un fort pouvoir d'État ». Les anarchistes perçurent la réalité du nouveau pouvoir, tel Rudolf Rocker en 1921 : « L'idée des conseils ne supporte aucune dictature, dans le bolchevisme s'incarne la contrainte venue d'en haut. La dictature a vaincu en Russie et c'est pour cela qu'il n'y a plus là-bas de soviets. »

Les bolcheviks mirent plusieurs mois à annihiler les soviets. Dès le second jour de leur congrès, le 25 octobre, ces derniers décident : « Tout le pouvoir dans les différentes localités passe aux soviets des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans. » De son côté le parti bolchevik occupe les ministères, ainsi que Trotsky l'évoque : « Il faut former le gouvernement. Comment les appeler, certainement pas ministres, c'est un terme usé ? On pourrait dire commissaires, peut-être commissaires du peuple, et le gouvernement, Soviet des commissaires du peuple, cela sent terriblement la Révolution ! » Plus tard, le 10 juillet 1918, le nouveau pouvoir adopte une Constitution dans laquelle est affirmé que « les conseils locaux doivent exécuter

toutes les décisions des organismes compétents du pouvoir des soviets ». Ainsi tout le pouvoir appartient au Soviet des commissaires du peuple. À la suite de Lénine, déclarant : « Le socialisme n'est autre que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple », Zinoviev, un des représentants de la « commissarocratie soviétique », pourra affirmer candidement : « Le capitalisme d'État, c'est ce capitalisme que nous savons organiser, ce capitalisme qui est étroitement lié à l'État. Quant à l'État, ce sont les travailleurs, c'est la fraction la plus progressiste des travailleurs, c'est l'avant-garde, c'est nous. »

Aujourd'hui encore, défions-nous de toutes les avant-gardes. Souvenons-nous « qu'il n'y a rien de plus contre-révolutionnaire que le pouvoir » (Pierre-Joseph Proudhon).

ELAN NOIR



8 - Mauvaises fréquentations

La fièvre monte en Marche

Le gouvernement veut imposer la vaccination du bétail contre la fièvre catarrhale ovine (FCO), maladie non transmissible à l'homme et contre laquelle les animaux développent une immunité naturelle. Coût de la campagne de vaccination : 98 millions d'euros de fonds publics (décidément, après la grippe A, l'industrie pharmaceutique est toujours aussi gâtée !).

Les agriculteurs qui refusent et sont menacés d'amendes importantes, ont créé en Creuse, comme dans beaucoup d'autres départements, un collectif « pour la liberté vaccinale ». Nous avons interrogé Jacky Tixier, éleveur à St Christophe, très impliqué dans le collectif. A la suite de l'interview nous donnons un certain nombre d'informations complémentaires sur le sujet

Pour commencer, peux-tu présenter en quelques mots votre activité.

Nous sommes des éleveurs bovins travaillant en Gaec. En 1996, suite à l'histoire de la vache folle, nous avons décidé d'arrêter le cirque et nous nous sommes mis en conversion bio. Nous avons commencé à commercialiser en 1999. Ce n'est pas une décision évidente à prendre car on se demande qui va acheter nos produits tout en sachant qu'il faudrait essayer que les produits bio ne soient pas plus chers que les autres, ou en tout cas à peine plus chers. Nous vendons presque toute notre production en vente directe, et nous fournissons en bœuf la *Coop des champs* à Guéret. Nous vendons en Creuse mais aussi sur toute la France par colis que nous livrons nous-mêmes avec une camionnette équipée d'un frigo amovible. Nous livrons uniquement sur commandes que nous passons nos clients via internet. Quand nous livrons, nous vendons un petit peu plus cher et nous vendons plus de viande à l'extérieur du département qu'en Creuse même. Par ailleurs nous participons aussi à des ventes militantes à prix coûtant par le biais du syndicat.

Parlons de la FCO

La FCO c'est le gros souci des agriculteurs qui n'ont pas vacciné : ceux qui ont vacciné veulent nous faire vacciner et nous faire payer, tout en sachant que certains qui ont vacciné ont d'énormes problèmes et ne veulent plus payer leurs vaccinations.

J'ai lu dans certains articles qu'il y avait des pertes importantes liées à la vaccination.

Une partie des pertes est due à la maladie elle-même et l'autre à la vaccination. Il ne faut pas dire que la maladie ne fait rien, c'est une vraie maladie causée par un moustique qui attaque les bêtes. Les bêtes qui souffrent le plus sont évidemment les moins en forme. Mais ce n'est pas une maladie contagieuse, ni une maladie grave comme la brucellose ou la tuberculose.



La vaccination était obligatoire jusqu'en fin 2009 et l'ancien ministre de l'agriculture, avait dit qu'en 2010 ça serait facultatif. Le ministre change et le nouveau, peut-être pour se faire briller, rend à nouveau la vaccination obligatoire.

Notre exploitation n'a eu aucune perte l'année dernière, on a juste eu quelques retours de vaches en chaleur. Par contre la vaccination a pu causer d'énormes problèmes parce qu'elle n'a pas été faite au bon moment, des bêtes en chaleur ou en gestation ont été vaccinées. Il y a eu beaucoup de bêtes mort-nées, plus chez les ovins que chez les bovins car les ovins sont des bêtes plus petites et moins résistantes.

Alors vous vous êtes organisés pour résister ?

En août 2009, nous avons créé un collectif pour la liberté vaccinale : nous ne sommes pas contre la vaccination mais pour le libre choix de chacun face à cette maladie. Et pour le moment nous sommes donc hors-la-loi. Nous ne voulons pas nous laisser faire, nous avons eu des réunions avec la DDSV (Direction départementale des services vétérinaires),

la DDA (Direction départementale de l'agriculture), chacun reste campé sur ses positions. Nous, nous disons que, maintenant que la maladie est passée dans tous les troupeaux, nos bêtes se sont auto-immunisées. Quand on parle de ça à la DSV ils ne sont pas contents du tout, ça ne rapporte rien aux lobbies pharmaceutiques. Ils incitent à vacciner en mettant le vaccin gratuit ! Mais pas la vacation du vétérinaire, sachant qu'on n'a pas le droit de faire les injections soi-même. Nous pensons donc que la vaccination ne sert à rien et que c'est du fric foutu en l'air. Dans d'autres pays où ça existe la vaccination n'est pas obligatoire et ils s'en sortent aussi bien que les autres. Il faut bien voir que la maladie n'est pas transmissible à l'homme et qu'elle n'altère pas la qualité de la viande, alors que le vaccin lui altère la qualité de la viande et que la désinsectisation, obligatoire aussi, des animaux et des véhicules avec des produits de synthèse très toxiques est une vraie catastrophe.

J'ai vu qu'il y avait environ 70 comités en France, en Creuse combien y-a-t-il de participants au comité ?

Mauvaises fréquentations - 9

Oui il y a des comités pratiquement partout, en Creuse nous sommes entre 130 et 150 éleveurs qui n'ont pas vacciné, pas uniquement des éleveurs bio, et, aussi bizarre que ça puisse paraître, il y a toutes les tendances politiques représentées : Fédé, Cdja, Conf, Modéf, etc. Et dans chaque syndicat il y a des divergences de vues sur la vaccination. Et on ressent bien un ras-le-bol de la paysannerie qui ne veut plus écouter les syndicats majoritaires.

On a réussi à avoir une réunion avec la Chambre d'agriculture, la DSV, la DDA et nous leur avons demandé d'exposer nos revendications au Ministère, sachant que nous avons déjà écrit en août 2009 au Ministère et à tous nos politiques.

Nous devrions commencer à recevoir des procès verbaux, on nous menace de 750 € d'amende par animal, cela pourrait signifier la faillite des 150 réfractaires creusois et les instances locales en ont quand même conscience.

Ce n'est certainement pas l'intérêt des instances locales mais ça peut l'être au niveau national.

C'est sûr, c'est bien le vent de l'histoire de balancer toutes les petites exploitations au bénéfice de grosses. Mais il y a aussi des grosses exploitations qui font beaucoup d'engraissement qui n'ont pas vacciné du tout. Pour nous les choses sont claires, il n'y aura pas de vaccination ni pour les bêtes qu'on engraisse, ni pour le cheptel de souche, et nous attendrons patiemment que la directrice de la DSV nous envoie au procès. Les gendarmes vont venir constater que nous n'avons pas vacciné et transmettre le constat au procureur qui décidera de l'amende à appliquer. Nous avons décidé d'écrire au procureur pour défendre notre point de vue et de toutes façons de ne pas payer.

J'ai vu qu'en Ille et Vilaine des amendes de 10 € par tête de bétail ont été réclamées et que les paysans ont décidé de ne pas essayer de faire casser la décision par le Conseil d'État, qui ne le ferait pas de toutes façons, mais d'aller au procès pour pouvoir médiatiser l'action.

C'est ce que nous pensons aussi. Nous restons bien mobilisés. Le problème est, qu'avec un bon cabinet d'avocat ce serait peut-être plus facile de se défendre collectivement plutôt qu'individuellement, mais on sait que les procès seront toujours individuels.

On va demander une dérogation, qui sera refusée et nous contesterons ce refus au tribunal administratif, ce qui nous fera une tribune. En effet, dans le nouvel arrêté, il est prévu de pouvoir accorder des dérogations, particulièrement pour des raisons « éthiques », et il faut se plier à un protocole discutable d'un point de vue scientifique, très contraignant et onéreux pour y arriver (analyses). Nous refusons ce type de dérogation et demandons une dérogation toute simple comme celle dont bénéficient les centres d'insémination artificielle qui eux n'ont rien à justifier. Ces centres sont dispensés de vaccination entre autres pour des raisons de commerce international : certains pays ne veulent pas acheter de la semence d'animaux vaccinés !

Enfin il est question de créer un comité de soutien pour faire connaître notre combat auprès de la population.



Réaction d'une éleveuse en colère

Madame X

Docteur Y

Direction Départementale
des Services Vétérinaires des Alpes Maritimes

Le 30 novembre 2009

Objet : vaccination obligatoire des ovins – campagne 2009-2010.

Docteur,

J'ai l'honneur de vous informer que ceci n'est pas une demande de dérogation. Toutefois, je ne ferais vacciner mes animaux que lorsque j'aurai reçu la désignation formelle d'un **COUPABLE ET RESPONSABLE** (au singulier ou au pluriel) des mortalités et anomalies de santé dont mon troupeau pourrait souffrir après le vaccin de la F.C.O. (Fièvre Catarrhale Ovine).

En effet, personne de votre administration départementale n'a pris soin de notre désespoir à voir périliter notre troupeau après les vaccinations F.C.O. du 20 janvier et 10 février 2009 où la casse à été, en provisoire, de plus de trente brebis et 140 agneaux, nés ou à naître. Je dis provisoire, car nous ne connaissons qu'au printemps prochain si nous avons bien soigné nos brebis qui ont dû subir des agnelages forcés. (Explication ci-dessous)

D'autre part, je ne permettrais pas les prélèvements que vous mettez en place pour définir un test négatif du troupeau vacciné ce printemps. Notre ancienneté dans le métier fait que pour des tests similaires en brucellose, nous avons envoyé plus de quatre-vingts belles antenaises en gestation à l'abattoir, pour, (nous l'avons appris plus tard) résidus de vaccin.

Je ne transhume pas. Et cette année je voudrais pouvoir ne pas avoir à maltraiter mes brebis comme j'ai dû le faire ce printemps. Sortir des agneaux morts en forme de morceaux de bois de dans le ventre de leur mère ne nous incite pas à suivre vos obligations vaccinales. Les dérogations que vous daignez nous accorder étant une intrusion indécente dans le fonctionnement de nos entreprises.

Lorsque je lis vos directives, je n'ai pas l'impression d'être un éleveur d'animaux domestiques, mais un vulgaire bagnard responsable des pires calamités que la terre puisse porter.

Je me tiens à votre disposition pour toute autre précision.

10 - Mauvaise fièvre

Création de comités de soutien aux éleveurs qui refusent la vaccination obligatoire contre la FCO

LE GOUVERNEMENT A RENDU OBLIGATOIRE LA VACCINATION contre la fièvre catarrhale ovine (FCO) pour les bovins et ovins depuis 2008. La FCO est une maladie non contagieuse et vectorielle (véhiculée par des moucheron). Cette affection ne présente aucun danger pour l'homme, par contre sa prophylaxie obligatoire (vaccination, désinsectisation) pourrait provoquer de sérieuses difficultés pour la santé humaine.

La vaccination n'est pas anodine, elle provoque dans de nombreux élevages des problèmes sanitaires immédiats sur les cheptels ainsi que des problèmes à plus long terme via les adjuvants contenus dans les vaccins. Elle s'oppose au développement de l'immunité naturelle beaucoup plus efficace à long terme et tellement plus économique pour la société et les éleveurs.

Danger pour le consommateur : ces vaccins contiennent :

- hydroxyde d'aluminium avec son impact sur la santé des cellules nerveuses (cf Alzheimer avec la vaccination hépatite B)
- dérivé mercuriel réputé pour son rôle déclenchant dans certaines réactions auto-immunes (autisme...)
- diméthicone : ce produit présente une stabilité très forte et on avance une durée de 500 ans nécessaire à sa destruction.

Le consommateur qui mangera de la viande issue d'un animal

vacciné ingèrera une partie de ces produits et/ou ses métabolites. Personne n'en connaît les effets. La maladie de la vache folle n'est pas si loin.

Des milliers d'éleveurs dans toutes la France ne sont pas disposés à suivre aveuglement la propagande de l'Etat et refusent les obligations de vaccination et de désinsectisation (forte nuisance environnementale).

Ils se sont dans un premier temps réunis dans des collectifs (à ce jour 70 départements concernés) et se sont regroupés ensuite sous une coordination nationale.

La réglementation prévoit de lourdes sanctions pour les refuseurs allant jusqu'à 750 euros/animal non vacciné et l'abattage des troupeaux ! Il devient urgent que les refuseurs soient soutenus par tous ceux qui se sentent concernés par l'avenir d'une agriculture respectueuse du monde vivant et des consommateurs.

Pour ce faire nous vous invitons à rejoindre le comité de soutien de votre département en contactant un des éleveurs-refuseurs que vous connaissez.

Pour plus d'information sur notre démarche, connectez vous au site de la Coordination nationale :

<http://www.collectif.org>



Pour une information plus développée voir le texte :

FCO : non à la reconduction de la vaccination obligatoire
produit par le **GIE Zone Verte** sur le site www.giezoneverte.com

Communiqué du groupement de défense des refuseurs aux obligations liées à la FCO

LE GDRO RÉUNI EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE les 5 et 6 décembre 2009 a étudié la situation créée par l'arrêté ministériel du 28 Octobre 2009.

Cet arrêté apparaît scientifiquement faux et juridiquement incohérent.

La FCO n'est pas une maladie contagieuse. L'organisation de sa prophylaxie selon le modèle de la fièvre aphteuse devient donc un non-sens scientifique.

L'ensemble des mesures prévues s'articulant sur cette notion de contagion, l'arrêté devient absurde. La vision du risque qui en découle est donc biaisée. La vaccination en anneau ne sert à rien, ni l'abattage des troupeaux. Quant à la désinsectisation, elle s'oppose à la biodiversité et contredit le 1er article du code de l'environnement. D'autant plus que :

L'arrêté du 23 Novembre 1994 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre la fièvre aphteuse, base de la réglementation FCO, a été abrogé et remplacé par l'arrêté du 22 mai 2006 ;

L'ordonnance du 6 janvier 1959 permettant de réquisitionner les moyens techniques et humains nécessaires aux actions répressives a été abrogée ;

Parler dans la note de service qui accompagne l'arrêté(p.2) de « ...pays qui interdisent la vaccination ... » est une erreur. Elle n'est pas toujours obligatoire, sans pour cela être interdite.

Limiter l'accès à la dérogation officielle au 31 décembre 2009 est discriminatoire, donc anticonstitutionnel ;

Limiter la gratuité des vaccinations au 31 mars 2009 apparaît également discriminatoire.

Autant « d'erreurs » fait penser à une provocation, peut-être pour nous amener à saisir le Conseil d'Etat en annulation. Les vices analysés n'étant pas rédhibitoires d'une part et le conseil d'Etat n'étant pas une juridiction sûre d'autre part (décisions plus politiques que juridiques), le GDRO n'envisage pas cette procédure.

Si nous perdions au Conseil d'Etat, nous nous condamnerions à la quasi-impuissance devant les tribunaux pénaux. Tandis qu'en laissant venir les procédures pénales : Tribunaux de police (au moins un par département), Cours d'Appel, Cour de Cassation, nous aurons des tribunes qui, grâce aux comités de soutien, médiatiseront l'affaire.

Le GDRO demande donc aux groupes qui envisageraient d'aller au Conseil d'Etat d'y renoncer, ou de se retirer s'ils y sont déjà. Si malgré tout ils engageaient la procédure, nous nous réservons la possibilité d'y intervenir pour muscler leur argumentation et nous assurer que tous les arguments seront présentés.

En cas d'échec, Il ne nous resterait plus qu'à saisir la juridiction européenne, mais en attendant nos troupeaux seront vraisemblablement vaccinés de force.

En cas de succès, nous ferons amende honorable et attendrons le prochain arrêté ministériel, car le conseil d'Etat ne reconnaîtra jamais l'inutilité voire la nocivité, de la vaccination.

Voté à l'unanimité à Saint Menoux(Allier) le 5/12/09

Contact : <http://gdrofc.free.fr/>

Ni président, ni idole

Pendant la conférence de Copenhague au mois de décembre dernier, le président vénézuélien Hugo Chavez a fait une intervention remarquable... voici les réactions qu'elle a inspirées à Jean, un pote anar.



Depuis quelques jours, je ne cesse de recevoir par divers réseaux l'intervention de Hugo Chavez à Copenhague.

Intervention, que certains vont jusqu'à qualifier de « pur moment de bonheur ». Je l'ai bien écoutée, je l'ai aussi lue et relue.

Des vérités sont dites et bien dites, même si le plus souvent, les thèmes ont déjà été développés par d'autres et récupérés par le discours. Mais comme je me méfie sans cesse des hommes politiques, de leur capacité à parler au nom des peuples opprimés, au nom de tous les damnés de la terre, j'ai pris la fâcheuse habitude de toujours comparer leurs discours aux actes. Et là, sous la facture du « Libertador » on y découvre le militaire, Caudillo et oppresseur qui sommeille.

Venons-en aux faits: voici une info sur ce qui vient de se passer les 12 et 13 Octobre dernier au Venezuela.*

Depuis 2002, l'Etat vénézuélien cherche à achever le processus de délimitation de tous les territoires indigènes du pays. Les communautés indiennes du peuple Yukpa vivent depuis toujours sur les territoires de la sierra de Perija en occupant les terres de manière collective.

Le gouvernement Chavez avait fixé au 12 Octobre 2009 l'attribution de titres de propriété individuels, et pour trois seulement des nombreuses communautés indiennes qui peuplent la sierra Périja.

Les bonnes terres cultivables et exploitables avaient été précédemment concé-

dées à des propriétaires terriens, à des compagnies minières et à l'armée qui y a établi une base militaire.

Les communautés indiennes ne devaient recevoir rien d'autre que de la montagne, des rochers non cultivables, et depuis plusieurs mois, le gouvernement faisait distribuer des sacs de nourriture et promettait une amélioration des conditions de vie à ceux qui acceptaient de renoncer aux titres de propriété.

Une communauté Chaktapa et son chef, Sabino Romero n'ont pas voulu attendre cette délimitation humiliante et ils ont décidé de reprendre eux-mêmes leurs terres ancestrales en occupant et en contrôlant collectivement six exploitations agricoles. Pour le gouvernement, les compagnies minières internationales et les propriétaires terriens, la communauté Chaktapa et Sabino Romero sont devenus les ennemis à abattre. Le 12 Octobre, une équipe ministérielle avec de forts détachements militaires, débarquent dans la sierra Perija.

Pour monter les communautés Yukpa les unes contre les autres, le gouvernement ne trouve rien de mieux que d'attribuer les terres occupées par les Chaktapa à une autre communauté en leur donnant carte blanche pour s'emparer des terres avec l'appui des propriétaires terriens et de l'armée.

Résultat des courses: le 13 Octobre, Sabino Romero est évacué du Périja avec trois balles dans le corps, son gendre est tué, une de ses petites filles et deux de

ses fils sont blessés, son troisième fils à « disparu ».

Cette tragédie orchestrée au nom de la « Révolution Bolivarienne » fait partie d'une stratégie de normalisation et d'éradication des cultures indigènes pour des projets de développement qui assurent aux propriétaires terriens et aux compagnies minières le dépouillement du territoire indien.

Il est à noter, qu'afin d'assurer les accords de coopération entre Chavez et l'Iran, il est prévu d'exploiter dans cette région des mines d'uranium (bonjour AREVA ?), c'est la raison pour laquelle une base militaire vient d'être construite. On le voit, on est loin du discours à l'acte. Jean Ferrat a chanté « ce socialisme là était une imposture » que doit-on penser de celui que l'on nous vend comme étant « le socialisme du 21^{ème} siècle » ? Mais ce qui m'attriste le plus, c'est de constater que tant de gens en sont encore à attendre leur émancipation d'un sauveur suprême.

Plus que jamais je pense comme cette bonne Louise Michel que « le pouvoir est maudit ».

JEAN

*Pour plus d'informations sur ces événements du Perija, vous pouvez si vous lisez l'espagnol consulter le périodique vénézuélien *El Libertario*: www.nodo50.org/ellibertario, ou consulter l'article de José Quintero Weir paru dans le Monde Libertaire N°1577.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

12 - Capitalisme à la poubelle

À bon entendeur

Karl Liebknecht faisait jadis remarquer : « Quand mes ennemis disent la même chose que moi, je me demande quelle erreur j'ai commise ». On peut trouver le raisonnement un peu simpliste : il peut arriver à n'importe qui de dire une parcelle de vérité à un moment ou à un autre ; et le contraire d'une erreur ou d'un mensonge n'est pas nécessairement la vérité. Cependant...

Ne devrait-il pas être très frappant, pour qui fait preuve à la fois de bon sens et d'une sincère antipathie pour notre organisation sociale, de constater que, depuis la « crise financière de 2008 », et jusqu'au récent « sommet de Copenhague sur le climat », les bureaucraties qui gèrent comme elles peuvent la société

mondiale ne cessent de répéter : à la fois que le réchauffement climatique est une catastrophe qui va imposer une réorganisation complète de l'économie, un changement complet des modes de vie... et que cette réorganisation et ce changement redoutables sont une opportunité extraordinaire pour l'économie mondiale (pour la principale responsable du réchauffement donc), que les « green tech » et compagnie sont le principal espoir pour une relance de la croissance mondiale, etc...

On ne résoudrait que très imparfaitement cet apparent paradoxe en disant, comme les contestataires altermondialistes à Copenhague : « les dirigeants ne font pas ce qu'ils disent, ou

ils n'en font pas suffisamment ».

Ce serait d'abord relativement faux : les investissements dans ces secteurs sont déjà considérables, et vont sûrement continuer à se développer, et notre vie va en être de plus en plus modifiée, c'est à dire contrainte.

Mais surtout, est-il vraiment raisonnable, « pour qui fait preuve à la fois de bon sens et d'une sincère antipathie pour notre organisation sociale », de réclamer ou de souhaiter que les bureaucraties, qui nous ont déjà menés là où nous en sommes, « fassent ce qu'elles disent, ou en fassent d'avantage » ?

CÉDRIC

Homo toxicus

Tous pollués, est-ce grave docteur ?

Le documentaire québécois de Carole Poliquin et Isaac Isitan « HOMO TOXICUS » est un cri d'alarme devant l'introduction constante de produits nocifs pour l'homme, risques oh combien acceptables face aux lobbies tous puissants. Risques acceptables, voilà une formule qui correspond totalement à la politique actuelle... acceptables pour qui ?

Près de 100 000 substances toxiques dans notre environnement.

Le film démarre sur l'image d'un bébé nageant sous l'eau d'une piscine comme sur la pochette de l'album « Nevermind » de Nirvana. Never mind signifie « peu importe ». Ce n'est pas l'opinion de la population qui, manipulée, est ignorante.

Dans son film, Carole Poliquin démontre en faisant analyser son propre sang comment n'étant pas en contact direct et prolongé avec des substances toxiques, 110 sont dénombrées. Ce sont certes de très faibles doses. Mais ces particules instables sont difficilement traçables sur le long terme. Il ressort de son enquête des faits qui mènent à penser que toutes ces substances n'ont pas un effet anodin sur notre corps et sur le patrimoine toxique que nous léguons à nos enfants.

Un jeune homme de 25 ans témoigne. Ses parents avaient voulu pour lui une vie saine, à la campagne. Pas de chance, les champs autour de chez lui sont inondés de pesticides, relation de cause à effet, il n'est plus fertile. Il lance « vous voulez produire, je veux juste me reproduire ! ».

La réalisatrice s'intéresse aussi à un paysan français du Sud-Ouest devenu stérile à cause de l'Atrazine, un pesticide interdit dans l'Union Européenne depuis 2004.

Ces faits ne font que trop penser aux dérives de certaines firmes. Les autorités laissent les firmes qui créent ces produits les tester, valident même parfois ces tests. Ces tests sont parfois réalisés par des laboratoires universitaires financés par des fonds de l'industrie. Pas de fuites possibles !

Un reportage édifiant dans le Nunavut, territoire canadien où vivent la majorité des Inuits. Cette population est contaminée par le mercure utilisé dans l'extraction des ressources naturelles locales. Une institutrice fait la classe à ses élèves en parlant dans un micro : ses jeunes élèves ont de graves déficiences auditives. Leur nourriture essentiellement à base de poissons est

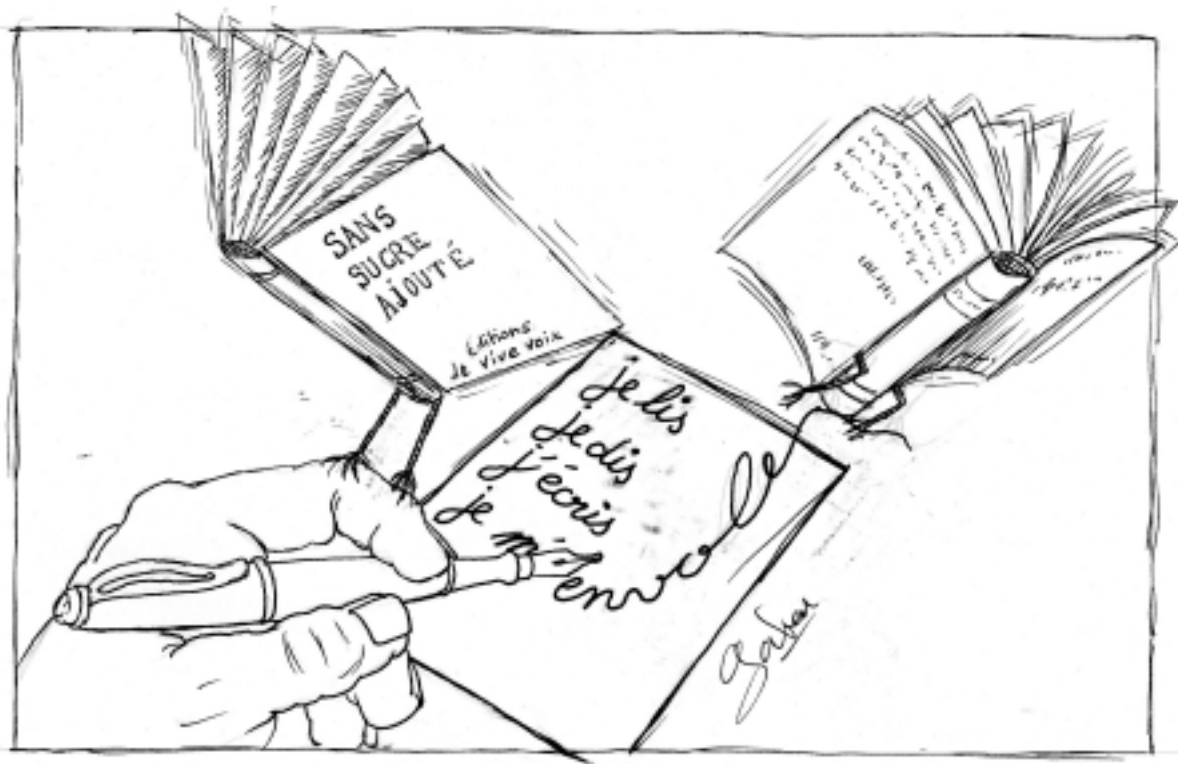
gravement polluée par le mercure.

Nous commençons tout juste à découvrir les effets pervers de ces produits qui sont commercialisés, des produits OGM ou issus de nanotechnologies dont les effets à long terme nous sont totalement inconnus. Il n'en reste pas moins que notre capacité à absorber ces molécules est égal à notre capacité à produire ces poisons et à celle de fermer les yeux.

SYLVIE



La faim est une arme de destruction massive



Trois espiègles, venus du nord, ont trouvé dans la Creuse leur terrain de prédilection idéal pour donner vie à un projet commun, les livres et la lecture.

C'est à Aubusson que le projet se concrétise sous la forme d'une maison d'édition: *Éditions Sans sucre Ajouté*; éditeurs de vive voix. Olivier Dubois, Daniel Fatou et David Linkowski qui travaillent, par ailleurs, avec et autour des livres et des phrases, ont choisi la forme associative comme structure.

Pour ce qui concerne purement la partie édition ce sont les coups de cœur qui l'emportent sur la proximité, ils privilégient de préférence les textes courts. Ils aimeraient parvenir à deux ouvrages par an, ceux-ci demandant un profond travail de recherche vers la qualité ; par exemple ils aiment que le texte soit accompagné d'illustrations originales, issues de gravures ou de dessins, imprimé en typographie dans la mesure du possible.

Maintenant ils développent aussi une démarche vivante mettant en place ce que l'un d'eux, Daniel Fatou, a initié et qu'il fait vivre partout en France : les Chœurs de Lecteur.

Pour comprendre un peu la démarche qui est la leur, voici quelques mots puisés dans leur plaquette:

Je contemple ma bibliothèque
J'en ai une
J'ai cette chance les livres sont alignés
Ils se côtoient se touchent se pressent mais
Ne se parlent pas
Il n'y a que dans mon esprit qu'ils se parlent
[...] et si ce lieu propice devenait public?
Si c'était au milieu de nous et par nous avec la musique
De nos voix que Goethe et Perrault
Se mettaient à dialoguer?
Et si Théodore Zeldin s'invitait chez Julos Beaucarne
Julos Beaucarne chez Annah Arendt
Annah Arendt chez Simenon
Simenon chez les Indiens Hopi
Quelle serait leur conversation?...

Et comment serait-elle?
C'est simple! Elle serait vivante

L'autre soir ces bougres de galopins se sont donnés en spectacle à l'ancienne école Jean Macé à Aubusson et ce fut un régal. C'était la première d'une de leur proposition de vive voix dans une ancienne salle de classe qui conserve des traces troublantes de son passé et où ils avaient implanté leur propre décors, bougies, boîtes à musique, accordéon, livres fermés ou bien ouverts, chaises, morceau d'arbre presque vivant ; tous objets qui vont participer à la fête des mots.

À nez bien nés, donnez ! se sont dit ces trois savoureux cuisiniers de mots bien tournés ; de quelques gros livres bien joulus, d'autres plus maigres mais aux parfums truculents, ils ont extrait les plus beaux morceaux, les ont apprêtés et bien mis en scène à leur sauce, les ont fait revenir puis malignement liés de façon homogène, tout ça accompagné d'un vin de Pays comme les morceaux choisis et, là, vous régalez les gourmets. Pour ne pas alourdir les esprits fragiles, délicats, diabétiques ou récalcitrants, c'est *Sans Sucre Ajouté* donné de : "Vive Voix" à esgourder.

On peut retrouver nos trois compères, d'avril à novembre, au salon *Volup'thé* rue Vieille à Aubusson, où ils donnent des lectures gratuites.

14 - Mauvaises lectures

Quand Marx, Engels, Lénine "flinguaient" les anarchistes. Justhom. Editions du Monde Libertaire. Septembre 2009. 100 pages. Illustration de la couverture par Aurélio. 6 €



Le titre de cet opuscule est on ne peut plus clair et à sa lecture vous aurez vite compris qu'il est justifié.

Et ce n'est pas que de l'histoire ancienne.

On sait les conséquences pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire de cette opposition entre Marx et Michel Bakounine, entre ces deux conceptions du socialisme et ce que cette prédominance du marxisme-léninisme a donné... et que l'on continue de payer encore aujourd'hui !

En lisant cette brochure, qui n'hésite pas à reproduire des passages entiers d'écrits de Marx, Engels ou Lénine afin que l'on puisse

juger sur pièces, on aura vite senti que les pratiques totalitaires étaient déjà inscrites dès les premiers pas du marxisme et que les Lénine, Trotsky, Staline, Mao et autres tyrans rouges n'ont fait que les continuer en mille fois pire car ils étaient, eux, au pouvoir !

C'est essentiellement sur l'argumentaire marxiste que cet opuscule s'attarde. C'est d'ailleurs d'une certaine façon une curiosité: pour l'édification des lectrices et lecteurs, l'auteur a choisi de reproduire in extenso de longs passages des écrits de Marx, Engels et Lénine. Du coup, voilà une brochure anarchiste qui fait la part belle à la phraséologie marxiste ! Il y a dedans autant, si ce n'est plus, de contenu marxien que de contenu libertaire ! Marxisme libertaire le retour ? ! Que nenni ! C'est tout simplement la construction choisie qui veut ça... Et les susdits passages n'honorent pas spécialement leurs auteurs !

Lorsque je lis, quelque part, qu'un homme a été condamné à mort parce qu'il a tué, cela me semble toujours une chose extraordinaire et d'une déroutante injustice.

Je comprendrais qu'on condamne à mourir les gens qui refusent à tuer, ce sont des réfractaires au devoir social. Mais guillotiner ceux qui tuent, n'est-ce point d'un illogisme et d'une prétention qui confinent à la folie, en une société telle que l'on fait les lois, les habitudes, les éducations, les religions ?

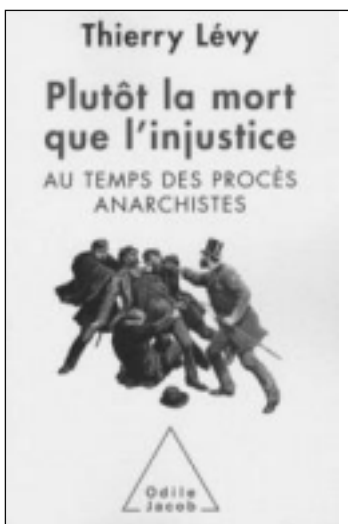
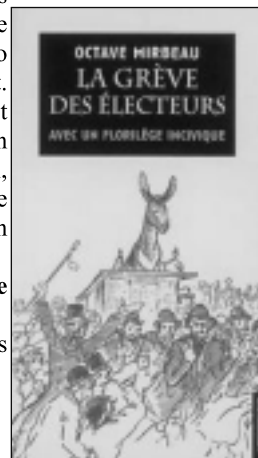
Quel est le journaliste (Hi, hi!!!...) le pamphlétaire, l'outrecuidant qui ose ? Écrire aujourd'hui dans une superbe démocrasseuse comme la notre, d'où est bannie toute forme de condamnation ; le cuistre, le pédant, qui se permet de remettre en cause ?... Tenez-donc, ceci : « les moutons vont à l'abattoir, ils ne disent rien, eux, et

ils n'espèrent rien. Mais du moins, ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. »

Vous ne trouvez pas que c'est frais et que ça a de la gueule ces mots bien écrits ? Pourtant, écrits par Octave Mirbeau au court des années 1880/1890 ; je vous le donne en mille mes Mimiles publié dans Le Figaro qui déjà était un baveux bien pensant. Fallait-il du courage au bonhomme et à la rédaction pour publier ça ? Non de l'opportunisme rédactionnel, néanmoins un certain désaveu de cette société nauséabonde et bien pensante, déjà, pour l'auteur.

La grève des électeurs, Octave Mirbeau ; éditions Allia.

Contes cruels, Octave Mirbeau ; les Belles Lettres, coédition Archimbaud.



Aujourd'hui, il y a un certain avocat de métier, épris de justice par amour de la liberté, qui écrit pour une cause valable et vibrante : l'anarchie. Vaste sujet ? Sujet qui nous interroge, lecteurs de *Creuse-Citron*.

« La justice est un acte volontaire. Or la conscience ne peut être jugée, condamnée ou absoute que par elle-même: le reste est de la guerre, régime d'autorité et de barbarie, abus de la force. »

Ce tout petit extrait donne une idée du travail de Thierry Lévy, qui a déjà publié *Éloge de la barbarie judiciaire*. Il est avocat, c'est vrai, mais avec une idée de son métier et de la justice, pas loin d'être juste !

Dans: *Plutôt la mort que l'injustice* sous titré : *au temps des procès anarchistes* ,

Thierry Lévy débute son ouvrage par la lecture de ce qui a conduit des femmes et des hommes à se lever et dire : nous refusons, et à agir, chacun à sa manière, à crier contre ce monde industriel vorace de viande humaine au profit du profit. De l'oseille, du blé, de l'artichoke, du flouze, du pognon... Cette insupportable crasse qui bouffe les cerveaux et annihile l'humain.

Thierry Lévy poursuit son propos par le compte rendu des assises et leurs déroulements, parfois rocambolesques, de ceux qui ont: « gueulé si fort, d'ailleurs qu'ils gueulent encore! » : les anarchistes.

Plutôt la mort que l'injustice : au temps des procès anarchistes, Thierry Lévy, Odile Jacob, 23 €.

En ces temps de déliquescence et de confusion idéologique, la presse libertaire, alternative, dissidente, en-dehors, rebelle... n'en finit pas de creuser inlassablement le sillon d'une certaine contre-information.



Z, la revue itinérante de critique sociale nous livre un second numéro (**Automne 2009**) d'aussi bonne facture que le premier avec une iconographie de grande qualité. Nous pourrions presque parler de luxe ! La ligne éditoriale qu'ils s'étaient fixée, n'a pas changé, loin de là : « *Tirs tendus sans sommation, mutilations, morts en garde-à-voir, humiliations : l'ordre règne, banal et brutal. Ce monde ne ment pas sur ses intentions. Il ne met pas de gants pour policer la ville. [...] Cet horizon qui s'impose a des mots et des mécaniques bien connus. Nous aimerions savoir dire ce qui résiste. Connaître la ville que l'on souhaiterait vivre et les cultures qui restent à partager. [...] Ce journal n'est pas figé. Il garde la parole errante et la porte toujours ouverte...* ». Dans ce dernier numéro, leur itinérance revendiquée les a amenés à Marseille, aussi nous présentent-ils un dossier sur cette métropole au titre des plus réjouissants, « *Serrage de villes et boulons de culture* ». Bien sûr, il nous est possible de lire nombre d'autres articles tous aussi intéressants les uns que les autres : sur Oaxaca, les CRA, la fusion nucléaire, les drones...

Le fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire, **Barricata**, ne cesse de s'améliorer. Avec ce numéro d'hiver (n° 20), sa qualité, tant au niveau illustrations, mise en page, qu'articles se confirme. Un excellent dossier, dense et informatif sur le problème palestinien « *Israël-Palestine, l'égalité ou rien !* » nous est proposé. En particulier, nous pouvons y lire un long interview passionnant « *un anticolonialiste en Israël* » de

Michel Warschawski, par ailleurs, chroniqueur régulier à **Siné-hebdo**. Quelle bouffée d'air sur ce sujet pollué par tant de mauvaise foi, de haine et d'obscurantisme ! La richesse de ce numéro ne s'arrête pas là : nous pourrions découvrir les « *aventures romantiques et incontrôlables* » de la première organisation antifasciste de l'histoire du XX^{ème} siècle (1921-1922), les fameux *Arditi del Popolo*.

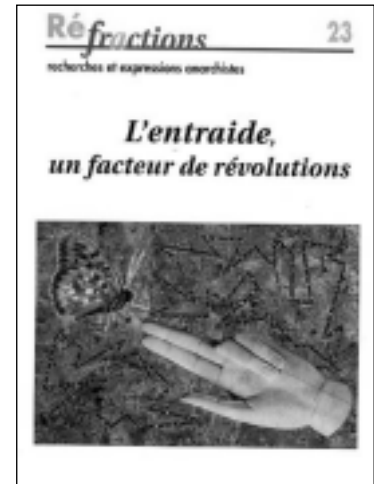
Comme à son habitude, la publication se termine par une recension musicale très fournie « *Noize for rude boys and girls* » ainsi qu'une revue de presse (et de livres) qui ne peut qu'attirer notre attention.

Réfractions, recherches et expressions anarchistes, après son numéro sur l'illégalisme, nous présente ici (n° 23 – **automne 2009**) un dossier sur « *L'entraide, un facteur de révolutions* » qui ne peut être que le bienvenu compte tenu de la situation ambiante. Les rédacteurs dans leur éditorial posent bien les termes de celle-ci : « *On vit une époque formidable, c'est-à-dire une époque " à craindre et à redouter ", celle du grand bond en arrière, de la vague néolibérale aux relents de XIX^{ème} siècle et de l'individualisme de la pire espèce. Les patrons en libre rivalité mettent les salariés en concurrence obligée, l'État casse les usages de solidarité ouvrière au gourdin policier, et l'anesthésie télévisuelle déstructure les liens humains. [...] Ce sombre tableau ne serait-il qu'un trompe-l'œil ? Car l'entraide est toujours là, partout, mais occultée. L'utopie mortifère des dominants n'est pas encore parvenue à détruire la spontanéité naturelle des relations solidaires qui rejailissent sans fin, en tous lieux, en tous temps.* »



Avec son numéro 77 (**hiver 2009-2010**), **No Pasaran** a constitué un dossier conséquent sur « *les nouvelles technologies de l'information – l'émancipation*

numérique ? » traitant aussi bien du cyberactivisme, des logiciels libres, de la culture de réseau, de la diffusion illimitée... Sujet d'autant plus d'actualité que peu de militants n'utilisent aucune de ces TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).



Le constat est clair : « *Internet, les téléphones portables et le développement des ordinateurs ont complètement changé notre rapport au temps et à l'espace. [...] Dans nos pratiques militantes, les nouvelles technologies ont pris une place prépondérante. Toutes ces questions doivent nous interpeller et nous aider à remettre en cause nos pratiques et nos idées pour évoluer et nous adapter aux nouveaux modes de communication.* » Le sujet restant pour un certain nombre d'entre nous hautement polémique !

Citons encore en vrac quelques publications :

Rebetiko (*Chants de la plèbe*) qui, dans son numéro d'hiver (n° 4) propose des conseils très pratiques pour protéger nos données informatiques.

Indispensable sachant que « *de la saisie répétée des disques durs de serveurs militants à la réquisition de tous les supports de stockage lors des perquisitions, l'exploitation policière des données informatiques est devenue une pratique systématique, permettant de constituer très facilement des dossiers à charge.* »

Le Monde libertaire (hebdomadaire de la Fédération anarchiste) qui laisse Djemila Benhabib (auteur de *Ma vie à contre-Corran*) adresser « *À [ses] amis de France* » quelques mots à la suite de l'agression de la comédienne Rayhana (n° 1581 – 4/10 février 2010). Un grand bol de courage et d'intelligence au milieu de cette soupe nauséabonde qui nous est servie régulièrement par l'ensemble des grands médias et des milieux militants très politiquement corrects.

16 - Vous êtes cernés



Les idées lentes

Ça s'attrape où les idées lentes ?

Et puis d'abord qui c'est qui les pond ?

Ça se transmet comment les idées rances ,

Et puis d'abord qui c'est qui les pense ?

Les idéaux, pourquoi ça vole bas ?

Les idées larges, pourquoi ça prend pas beaucoup de place ?

Les idées reçues, qui c'est qui les envoie ?

Les pré-pensées, les pré-perçues, les préjugés, les pré-conçus...

Et les idées toutes-faites, comme ça se fait que c'est pas encore taxé ?

Parce que si dessus il y avait la redevance, j'en connais plus d'un qui réfléchirait avant de payer.

Tout ce bordel serait immense, peut-être qu'on en emprunterait.

Les idées propres auraient leur chance, peut-être qu'on réfléchirait.

Mais une question reste en suspens : les idées que l'on pense, est-il possible de les faire aussi propres que nous nous le figurons ?

(nda : n'applaudissez pas, réfléchissez !)

Texte extrait du spectacle de Sylvie Chioussé : Artiste du coin de sa rue, pouet de trottoir.

La cigale et la fourmi

Appartenance de fusil du Bois du Thouraud*, à une encablure du Bar en zinc de Sardent, Maisonnisses et son gisant de Templier. Plus de bureau de poste. Plus de bistrot. Plus d'école. Silence de cimetière.

Puis un jour, pour redonner vie à son village, un passionné restaure un vieux bâtiment, lui donne un visage coloré et accueillant, un nom lumineux : *La cigale et la fourmi*. Vient de naître aux forceps, quasiment sans aide pécuniaire, une résidence d'artistes, ouverte aux privés comme aux associations. Actuellement, le rez-de-chaussée peut accueillir

une cinquantaine de personnes. Dotée d'une sono pro complète, d'une table de mixage, etc. mais aussi d'une cuisine et de sanitaires, elle est surtout dédiée aux activités musicales. C'est d'ailleurs le local de répétition du groupe « Les 3 z'autes ». Mais elle accueillera aussi des expositions d'artistes régionaux.

C'est également le siège de l'association du même nom qui réinjecte les bénéfices de ses activités estivales dans des projets menés dans des écoles au Mali et Burkina Faso.

Pour parler gros sous, il faut compter 200 € par jour pour une résidence, hébergement compris (fixe et camping).

Contact : *La cigale et la fourmi*, 6 rue du colombier, 23150 Maisonnisses.

05 55 81 12 47 et 06 14 17 03 98

*lieu du massacre du maquis éponyme

Où trouver *Creuse-Citron* ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.
Bar *Volup'thé*, 57, rue vieille.

Bussière Dunoise : Bar restaurant *Le Tilleul*

Champagnat / St Domet : Étang de la Naute.

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Eymoutiers :

Librairie *Passe-Temps*.

Le Monde allant vers : *brocante, récup*, 2 av. M^{al} Foch

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Coop des champs, rue de Lavilatte

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocles*, 6, impasse St-Michel.

Limoges : Local associatif *Undersounds*, 6, rue de Gorre.

Moutier-Rozeille, La Clide : Atelier de sculpture J.-L. Gautherin.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

Sardent : Bar *Chez Josiane*.

et bien sûr dans les manifs et les rassemblements

Egalement téléchargeable :

<http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : **Creuse-Citron**
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS. (www.scribus.net)
Plate-formes : Linux, MacOS X,
Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

IPNS